



L'annonce est parvenue à la rédaction de 237 Actu ce début de semaine par Cameroon Coalition for Change Canada (CCC), Organisme de conscientisation, de l'information, et de mobilisation populaire au service du peuple Camerounais, sur les activités politiques, économiques, humanitaires, et sur l'actualité socio-culturelle et de développement du Cameroun.

237 Actu vous livre la communication ci-dessous.

I. LES FAITS

Le Cameroun, depuis sa création, n'a jamais été une colonie, mais plutôt :

- **de 1882 à 1918**, un territoire protégé (protectorat allemand), avec des accords de protectorat dûment signés entre des chefs camerounais et un gouverneur allemand;
- **de 1919 à 1944**, un territoire sous mandat de la SDN (société des Nations) administré par la France et l'Angleterre;
- **de 1945 à 1960**, un territoire sous tutelle des Nations unies administré par la France et l'Angleterre;
- **et de 1960 à nos jours**, un État dit indépendant.

Le rappel de ces faits historiques est d'une haute importance, car là est la preuve que le peuple camerounais est, depuis sa fondation, le souverain suprême de son propre destin, mais une souveraineté qu'il n'a jamais pu exercer jusqu'à ce jour, et pour cause l'installation des régimes totalitaires et dictatoriaux à la tête de l'État.

II. LA PLUS GRANDE QUESTION DE L'HISTOIRE DU CAMEROUN

La question que les Camerounais et le monde entier se posent alors est de savoir « ***qu'est-ce qui fait qu'un peuple, souverain depuis 1882, n'ait jamais pu, depuis 138 ans, exercer sa souveraineté.*** » À cette question, qui est la plus importante de toute l'histoire du Cameroun, il y a une seule réponse : **les cinq régimes totalitaires et d'exception 1) de l'empire allemand, 2) de l'empire britannique, 3) de la puissance française, 4) d'Ahmadou Ahidjo et 5) de Paul Biya.**

Les trois premiers régimes (allemand, britannique et français), s'étaient établis à l'ère coloniale (1882-1960). À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et précisément en 1952, 1953 et 1954, les nationalistes camerounais, Ruben Um Nyobé en tête, prêts à faire valoir la souveraineté du Cameroun, se rendirent au siège de l'ONU pour réclamer la réunification des deux territoires camerounais sous tutelle de l'ONU. À leur retour, l'UPC, leur parti politique, fut dissout, les contraignant à exercer dans la clandestinité où ils furent pourchassés et assassinés, puis remplacés par un despote aux ordres de la France, Ahmadou Ahidjo.

Les événements s'étant déroulés de cette manière, le Cameroun n'est jamais parvenu à l'expression de sa souveraineté dont l'ONU était pourtant censée être la garante. Au contraire, **deux dictatures féroces lui furent imposées : celle d'Ahidjo (1960-1982) et celle de Biya (1982-2020).** La conséquence en a été l'éclatement de deux guerres civiles dont la première (1958-1971) révèle l'existence d'un génocide non encore reconnu, et la seconde (2016-2020), tout aussi meurtrière que la première et encore en cours, implique les populations anglophones aux forces du régime de Paul Biya.

Maintenant que notre histoire est connue, brisons nos bastilles pour retrouver notre souveraineté en disant Non à la guerre au NOSO, Non au hold-up électoral et Non au gré à gré.

De ce qui précède, la communauté Camerounaise du Canada et ami(e)s du Cameroun manifestent devant le **Parlement Canada suivi d'un défilé vers la Délégation de Union européenne à Ottawa pour briser nos bastilles(ses chaînes),** alerter l'opinion Canadienne et internationale et **réclamer un dialogue inclusif pour mettre fin de la guerre dans les province du Nord-Ouest et Sud-Ouest Cameroun** qui a couté jusqu'à présent plus de 15 000 morts et des centaines de villages rasées et rayées de la carte. Elle **dénonce l'ingérence et la complicité à ciel ouvert de la France au soutien du projet funeste de modification constitutionnelle** par l'intermédiaire de son Ambassadeur Christophe Guilhou **pour entériner le gré à gré à la présidence de la république.** Enfin elle **réclame une réforme consensuelle du code et système électoral et la libération de tous les journalismes et prisonniers politiques.**

Dr. Maurice NGUEPÉ

Cameroon Coalition for Change Canada (CCC)
